

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 08/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENNOBLISSEMENT VAL DE REINS

20 avenue JEAN MOOS
ZONE ARTISANALE LA GAITE
69550 Amplepuis

Références : UD-R-CTESSP-25-237-PS
Code AIOT : 0006103534

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement ENNOBLISSEMENT VAL DE REINS implanté 20, avenue JEAN MOOS ZI LE REBE 69550 Amplepuis. L'inspection a été annoncée le 03/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du suivi des mises en demeure du 10 novembre 2021 et du 23 février 2023. Le non-respect de la mise en demeure, constaté lors des dernières inspections, avait conduit à la prise d'un arrêté préfectoral d'astreinte concernant le désenfumage, sans recouvrement à ce jour.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENNOBLISSEMENT VAL DE REINS

- 20, avenue JEAN MOOS ZI LE REBE 69550 Amplepuis
- Code AIOT : 0006103534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ennoblement du Val de Reins est autorisée à exploiter son activité de teinturerie dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 modifié en dernier lieu le 9 mars 2020 (rejets aqueux, RSDE). La société réalise principalement de la teinture, de l'impression et de l'apprêt pour l'habillement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyen de lutte incendie - Désenfumage	AP de Mise en Demeure du 10/11/2021, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	12 mois
2	Moyen de lutte incendie - sprinklage	Arrêté Ministériel du 01/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	12 mois
3	Risque incendie - vérification électrique	Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 7.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 3.4.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	ETE RSDE	AP Complémentaire du 09/03/2020, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
6	Réduction / suppression des PFAS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
7	Droguerie et zone de stockage extérieur	Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 3.11, 11.5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les premiers travaux concernant le système désenfumage commenceront en 2025. L'arrêté d'astreinte court toujours jusqu'à finalisation des travaux.

Les actions menées par l'exploitant ont permis d'atteindre les objectifs fixés dans les rejets aqueux en métaux. Le suivi sera réalisé lors des inspections.

Concernant les PFAS, l'exploitant doit mettre à jour sa liste PFAS et réaliser les 3 campagnes de surveillances sur les composés non identifiés avant. L'exploitant doit mettre en place une procédure pour éviter le rejet de PFAS lors d'utilisation de C6.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyen de lutte incendie - Désenfumage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : La société ENNOBLISSEMENT VAL DE REINS, exploitant de l'installation située au 20 avenue Jean Moos à AMPLEPUIS (69550), est redevable d'une astreinte d'un montant journalier de : - 30 € (trente euros) jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2021, sur le deuxième point de l'article 1 relatif au système de désenfumage, conformément aux dispositions de l'article 7.2.6 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 modifié. Demande n°1 : Conformément à la mise en demeure du 10 novembre 2021, l'exploitant doit mettre en conformité son système de désenfumage.
Constats : L'exploitant a présenté un devis signé en date du 18/06/2025 pour la réalisation d'une partie des travaux : la zone visite. Une facture pour un acompte en date du 24/06/2025 a également été présentée. 3 autres zones restent à réaliser. Compte tenu des actions réalisées, l'inspection ne propose pas de recouvrement partiel immédiat de l'astreinte.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°1 : dans un délai de 12 mois, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un échéancier pour les travaux restant concernant le système de désenfumage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : Moyen de lutte incendie - sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Sprinklage
Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en date du 1er avril 2025, le rapport de contrôle Q1 de décembre 2024. Le rapport fait mention de non-conformités sans mise en échec du système de sprinklage.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la dernière vérification du système de sprinklage a été réalisée 2 jours avant l'inspection et que le rapport n'est pas encore disponible. L'exploitant a présenté le registre sécurité qui mentionnait cette visite en date du 24 juin 2025.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une des batteries avait encore des problèmes de charge mais que la batterie N°2 est opérationnelle. L'exploitant a indiqué que cette réparation aura lieu en 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°2 : dans un délai de 12 mois, l'exploitant procède à la réparation de la batterie endommagé du système de sprinklage.</p> <p>Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : Risque incendie - vérification électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 7.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état du matériel électrique et des moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports de contrôle Q18-Q19 en date du 20/03/2024 qui concluent que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Plusieurs anomalies sont indiquées comme l'absence de terre, câbles défectueux, etc..</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le contrôle pour la partie du bâtiment accueillant les activités 2791 à déclaration. L'inspection rappelle que l'exploitant est responsable de la bonne réalisation et conformité de l'ensemble des contrôles effectués sur l'ensemble de son site. Tous les contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°3 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant propose un échéancier de mise en conformité de son installation électrique en fonction des enjeux et procède à la mise en conformité des</p>

anomalies prioritaires. L'échéancier est transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Qualité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies [...]</p> <p>Modifié par l'arrêté du 16/01/2015</p> <p>5.6.2.3 – Un état récapitulatif des analyses et mesures, [...], sera transmis chaque mois à l'inspection des installations classées suivant les formes prévues à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 (GIDAF).</p>
<p>Constats :</p> <p>En Juin 2025, les données concernant la surveillance des rejets eaux n'ont pas été transmises sur GIDAF depuis décembre 2024. L'exploitant a indiqué avoir du retard dans la transmission des données.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a montré les dernières analyses de surveillance et les analyses du contrôle inopiné. Les dépassements pH et DBO5 ne sont plus observés. L'exploitant a indiqué avoir mis en place une procédure de rejet en batch au lieu d'un rejet en direct. Les eaux sont stockées la semaine dans le bassin puis rejetées le week-end vers la STEP. L'exploitant a précisé que les rejets des traitements des tissus coton (basique) et du polyester (acide) s'équilibrent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°4 : dans un délai de 1 mois, l'exploitant transmet chaque mois un état récapitulatif des analyses et mesures de ses surveillances des rejets eaux via GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : ETE RSDE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/03/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant</p>

transmet à l'Inspection des installations classées une étude technico-économique, accompagnée d'une échéance de mise en oeuvre pouvant s'échelonner sur une période de 3 ans, visant à réduire les flux de chrome, de zinc et de cuivre émis par l'installation pour respecter les flux admissibles par le milieu indiqué dans le tableau ci-dessous [...]
<p>Constats :</p> <p>Afin de compléter l'ETE, des analyses sur les eaux de lavage des tissus coton viscosé étaient demandées. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les rapports d'analyse mais l'exploitant a indiqué que les analyses ont été récemment faites. Un délai supplémentaire est accordé.</p> <p>Le suivi des teneurs en métaux dans les rejets eaux a été réalisés lors de l'inspection :- un dépassement en concentration en cuivre a été observé en décembre 2024 (0,25 au lieu de 0,15 mg/l). L'exploitant n'a pas été mesure d'expliquer ce dépassement. Celui-ci semble ponctuel puisqu'aucun dépassement n'est observé par la suite ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur 2024 et 2025, pour le cuivre, le flux est inférieur à 2 g/j après abattement STEP (seuil à 3,25 g/j). La réduction est stable et satisfaisante; - sur 2024 et 2025, pour zinc, le flux a été maximum de de 4,7 g/j après abattement STEP (seuil à 8,56 g/j). La réduction est stable et satisfaisante.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°5 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats d'analyse des eaux de lavage de tissus et leur interprétation afin de compléter l'ETE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Réduction / suppression des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 20/06/2023, article 2</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 2</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le

développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;

- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. »

Constats :

L'exploitant a présenté une lettre de son fournisseur attestant l'absence de PFAS dans ses produits exceptés pour le C6. Pour le C6 utilisé, les PFAS présents et leurs concentrations ont été fournis. Les PFAS les plus présents n'ont pas été analysés lors des campagnes de surveillance PFAS : 6:2 FTOH, 6:2 FTMA. L'exploitant doit également ajouter les PFAS historiquement utilisés sur le site dans sa liste.

Il est nécessaire de compléter la liste PFAS de manière la plus exhaustif possible et prévoir 3 campagnes d'analyse pour les PFAS précédemment non analysés.

L'exploitant indique avoir substitué le C6 par un C0. Lors de la visite, les bidons de C0 ont été visualisés. Un bidon de déchets de C6 a également été observé. Celui-ci devra être éliminé en filière adaptée.

L'exploitant n'a pas exclu l'utilisation ponctuelle de C6 selon les besoins de ses clients. L'inspection a rappelé qu'il est nécessaire de mettre en place une procédure afin de limiter les PFAS dans les rejets eaux comme par exemple isoler les rejets de la rame, traiter les rejets eaux etc...

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°6 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant réalise 3 campagnes de surveillance des PFAS présents sur la liste mise à jour et non analysés lors des 3 campagnes déjà réalisées.

Dans un délai de 3 mois, le bon de commande signé est transmis à l'inspection des installations classées.

Demande n°7 : dans un délai de 12 mois, l'exploitant élimine le déchets de C6 en filière adaptée. Les bordereaux de suivi de déchet sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Demande n°8 : dans un délai de 12 mois, l'exploitant transmet une étude technico-économique concernant les solutions possibles pour la suppression / réduction des rejets en PFAS. L'étude est transmise à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Droguerie et zone de stockage extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 3.11, 11.5
Thème(s) : Risques accidentels, Sprinklage
Prescription contrôlée : [...] Tout récipient susceptible de contenir de tels liquides devra être associé à une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand récipient ; - 50% de la capacité globale des récipients associés [...] Les récipients, fûts, bidons etc. seront maintenus fermés ; ils seront placés à l'abri des chocs. [...]
Constats : Lors de l'inspection, il a été observé : - des bidons et GRV stockés sans rétention dans la droguerie ; - des sacs de produits en poudre déchirés avec la présence de poudre au sol dans la zone de stockage en extérieur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n° 9 :</u> dans un délai de 2 mois, l'exploitant doit mettre sur rétention l'ensemble des produits susceptibles de créer une pollution des sols ou des eaux et veiller à ce que les rétentions soient correctement dimensionnées. <u>Demande n°10 :</u> dans un délai de 2 mois, l'exploitant nettoie la zone de stockage de produits chimiques en extérieur et maintient la zone propre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois